

11
172
ligue
communiste

LA TAUPE rouge



ADAPTER LES REVENDICATIONS AUX BESOINS ET A LA SITUATION

Le conflit qui oppose actuellement le personnel aux directions dans les différentes entreprises de réparation navale semble s'enliser. Cet enlèvement est néfaste car il risque de provoquer le découragement et la reprise du travail dans de mauvaises conditions pour les travailleurs.

Les revendications sur les quelles ont été déclenchées les actions sont amplement justifiées et il n'est pas besoin d'y revenir. Mais ce qui a provoqué le durcissement du conflit, c'est la position dure, intransigeante et pour tout dire, assez inhabituelle de la direction des A.F.O.

La première raison qui explique cette attitude, c'est la particularité de la clientèle de la réparation navale de Brest. Elle est constituée dans son énorme majorité par des pétroliers appartenant aux grands trusts internationaux. Leur but n'est pas de faire travailler les ouvriers de tel port français ou étranger, mais bien de faire en sorte que leurs navires ne s'arrêtent que le moins possible, étant donné le manque à gagner considérable que constitue un pétrolier à quai. Plus le navire est gros et plus bien sur la perte de profit est considérable. De ce fait plus que le prix de la réparation, ce qui les intéresse, ce sont les délais de livraison des navires. Ils sont prêts à payer plus cher la réparation aux entreprises, s'ils ont à payer moins cher la location des bassins et si leurs navires reprennent du service, c'est à dire leur rapporte des profits plus vite.

Première raison, donc de l'attitude de la direction des A.F.O., la volonté de faire la démonstration aux travailleurs que la grève, ne serait ce que celle des heures supplémentaires, ne peut leur apporter que déboires et chômage : "acceptez, dit-elle de faire toutes les heures supplémentaires qu'il faut, et vous aurez du travail"... Comme si les heures supplémentaires étaient normales et naturelles.

La deuxième raison importante, liée à la première, motivant la position de la direction des A.F.O., c'est la politique préconisée par le gouvernement dite "politique contractuelle". Cette politique, déjà malheureusement mise en place dans de nombreux établissements nationalisés (EDF SNCF...) vise à enfermer les discussions salariales dans un cadre déterminé et avantageux pour le patronat.

Lorsque de tels contrats sont signés et respectés, il devient pratiquement impossible aux travailleurs de revendiquer de nouvelles augmentations, même si la situation est favorable pour obtenir d'avantage. C'est ce à quoi veut aboutir le capitalisme français, c'est aussi ce que tente la direction des A.F.O.

Il est évident qu'elle ne peut réaliser cet objectif que si les travailleurs ne sont plus en état de riposter. Cette direction tente aujourd'hui de briser l'action engagée par les métallos de la réparation navale pour, ensuite, leur imposer ses conditions.

CAMARADES DE LA REPARATION NAVALE, VOUS N'AVEZ PAS LE DROIT D'ETRE BATTUS !

Il est aussi bien évident que ce problème ne concerne pas seulement les travailleurs des A.F.O. mais l'ensemble des travailleurs de la réparation navale, car l'activité des électriciens bord et des caréniers est directement liée à celle des A.F.O. qui en la matière, joue le rôle de maître d'oeuvre.